



Décision n° 2018-395

autorisant la réalisation de travaux
nécessaires à une activité agro-pastorale
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-19,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la demande déposée en date du 27 août 2018 par Monsieur ANDRIEU Gérald, de l'Office national des forêts – Unité territoriales Préalpes Estéron Var,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 10 octobre 2018,

Considérant que la demande porte sur l'aménagement d'une aire de chargement de bétail à proximité de la route départementale n°2202 – col de la Cayolle - afin de sécuriser l'opération vis-à-vis de la circulation publique des véhicules terrestres motorisés,

Considérant que cet aménagement induira un re-profilage mécanique des sols, un apport éventuel de matériaux complémentaires et à terme, qu'il entérinera un stationnement plus ou moins prolongé du bétail à proximité immédiate d'une zone humide et d'un torrent,

Considérant toutefois que cette zone humide présente déjà un état de conservation très dégradé et une flore nettement nitrophile, en raison de l'habitude du troupeau d'y circuler et de s'y reposer au cours des saisons de pâturage,

Considérant que cet aménagement apportera un confort et une sécurité de manipulation pour l'éleveur et son troupeau, sous réserve que l'espace aménagé ne soit pas occasionnellement ou régulièrement investi par d'autres utilisateurs,

Considérant les efforts non rémunérés fournis par l'éleveur pour adapter ses pratiques en faveur de la biodiversité globale de ses pâturages,

Décide :

Article 1 :

L'Office national des forêts, représenté par son directeur d'Agence territoriale Alpes-Maritimes/Var Monsieur FULCHIRON Manuel et ci-après désigné "le bénéficiaire", est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des travaux d'aménagement d'une aire de chargement du bétail, au niveau de la parcelle n°2001 section A de la commune d'Entraunes.

Article 2 :

Cette autorisation de travaux est accordée à compter de la date de la signature de la présente jusqu'au 31 octobre 2018.

Article 3 :

Pour les besoins exclusifs des travaux définis à l'article 1, la présente décision vaut autorisation de circulation et de stationnement sur l'emprise du chantier, au bénéfice des engins de travaux.

Article 4 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

4.1. Le bénéficiaire est tenu de préalablement informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, des dates de début et de fin de chantier.

Contact :

- service territorial Haut-Var Cians : 04.93.05.59.43

LOIREAU Jean-Noël (jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr)

4.2. La surface aménagée sera strictement limitée à la zone piquetée sur le site, située en rive droite du ruisseau du Garret et mitoyenne de la RD n°2202. La surface d'intervention est restreinte à un maximum de 20 m².

4.3. Sur cette zone, les blocs rocheux déplacés seront repositionnés à proximité immédiate, selon les mêmes orientations qu'à l'origine et d'après les consignes des agents du parc national du Mercantour.

4.4. L'apport de matériaux complémentaires est autorisé sous réserve que ceux-ci soient de même nature géologique que le substrat du vallon : grès d'Annot. En conséquence, le dépôt situé en aval du refuge de la Cantonnière, provenant du massif de la Gipièrre, sera utilisé en cas de besoin à l'exclusion de tout autre.

4.5. Afin d'éviter que l'eau des écoulements routiers ne stagne en pied de talus, un fossé sera façonné et comblé de cailloux grossiers prélevés sur place, recouvert de tout-venant (dépôt de la Cantonnière) et de terre végétale.

4.6. Afin d'interdire tout stationnement de véhicule visiteur sur l'aire de chargement, le bénéficiaire est tenu de mettre en place une clôture permanente et électrifiée d'un bout à l'autre du vallon. Il est également tenu de maintenir en position l'actuel panneau du Parc national du Mercantour, relatif à l'interdiction de campement dans une tente ou un véhicule.

Article 5 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve pendant toute la durée du chantier.

Article 6 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 7:

La présente décision est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national du Mercantour relative aux travaux ; elle ne se substitue pas aux éventuelles obligations et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ceux-ci.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, le paysage et le caractère du cœur de parc ; elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le parc national qui se dégage de toute responsabilité, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

Le non respect des dispositions de la présente décision ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 10 octobre 2018



Le Directeur du
Parc national du Mercantour


CHRISTOPHE VIRET